

Quand l'Arctique transpire, ou les conséquences du réchauffement du climat D 2
L'île d'Orléans, cette inconnue D 3

CONTEXTE



Des emplois, en v'là!



Dans le meilleur des mondes, Vincent Boullane, détenteur d'un baccalauréat en biologie, dénicherait un emploi en environnement. Reste à savoir si le marché du travail lui sourit.

Mais, derrière les statistiques alléchantes se cachent parfois des postes précaires, d'où l'importance de choisir sa voie avec une dose de cœur

■ **Recherchés :** penseurs, agents d'assurances, techniciens de génie civil, infirmiers, gestionnaires d'hôtels, spécialistes du service à la clientèle, gardiens de prison, hygiénistes dentaires, techniciens en bureautique. Les offres d'emplois foisonnent au Québec. Miroir aux alouettes? Non! Si l'étudiant résiste à la tentation de bâtir son avenir sur la foi de bonnes perspectives d'embauche. Travailler, c'est bien. Être heureux au boulot, c'est mieux.



Michèle LaFerrière

MLaferriere@lesoleil.com

« **O**n a besoin de finissants dans tous les secteurs, pas juste en génie, en finances et en administration », constate Micheline Grenier, directrice du service de placement à l'Université Laval. Pas une semaine ne passe, sans que les journaux fassent leurs manchettes avec la reprise de l'emploi. Dix mille jobs créés ici dans le dernier trimestre, 15 000 autres là : c'est le pactole, croient les lecteurs. Dans les relances des cégeps et des universités, l'avenir semble tout aussi formidable: des taux de placement de 100 %, en voulez-vous, en v'là!

« Or, précise Micheline Grenier, les employeurs quantifient leurs besoins, ils ne les qualifient pas. » Le poste à combler est-il à temps plein? Précaire? À contrat? Sur appel? À un salaire de misère? De soir et de fin de semaine? Dans une autre ville? Les chiffres seuls n'en disent rien. Il faut s'en méfier. « C'est pour ça que je suis très prudente avant de dire aux étudiants où se trouvent les emplois. »

L'insertion professionnelle dépend de l'offre et de la demande. Mais les compétences de l'individu, ses intérêts, ses forces, ses faiblesses et tout ce qui constitue sa personnalité entrent en ligne de compte dans le choix

d'une carrière. Selon M^{me} Grenier, les goûts du jeune devraient l'emporter sur la réalité économique.

Le marché du travail évolue de six mois en six mois. « Qui aurait pu prévoir les effets du 11 septembre et la débâcle des télécommunications? » demande-t-elle. L'éthique redevient à la mode. « Avec plus d'éthique, il y aurait eu moins de fraudes et nos régimes de retraite seraient encore à l'abri, poursuit-elle. On a trop pensé à court terme. » Le clonage, les biotechnologies et l'éthique ramènent donc à l'avant-plan des professions liées à la pensée. L'État et les pharmaciens, eux, reviennent aux services personnalisés. Le service à la clientèle offrira de plus en plus de débouchés.

« Le marché du travail est plus sain qu'avant, convient Micheline Grenier. Les efforts des chercheurs d'emploi sont davantage couronnés de succès. » Des données brutes et mesurables, comme la démographie et les nouveaux besoins, sont révélatrices de l'évolution des métiers. Les enseignants partent à la retraite; leurs postes s'ouvrent. En région et chez les autochtones, on se les arrachera. Les gens vieillissent: ils auront besoin de coiffeurs et d'infirmières, il leur faudra des prothèses auditives et de nouvelles lunettes.

Dans sa relance de janvier 2001, l'Université Laval fait état des disciplines of-

frant de bonnes possibilités d'emploi. En comptabilité, en finance, en génie, en médecine, en sciences infirmières et en informatique, les détenteurs de baccalauréats sont en voiture. Quand ils continuent jusqu'à la maîtrise, ça regarde bien pour les diplômés en informatique, en administration des affaires et en gestion des entreprises.

AU CÉGEP

L'inventaire des programmes de cégep prometteurs d'embauche s'étire sur plusieurs pages à simple interligne. Les conseillers en emploi de ce réseau ne craignent pas de se mouiller et de désigner leurs carrières d'avenir. Plus les jeunes en entendent parler, plus ils iront vers des domaines jusque-là marginaux. « Comme au restaurant, il y a une tendance à choisir des choses qu'ils connaissent », constate Jennifer Tremblay, du cégep Garneau.

Ainsi, même si elle y met tout son pouvoir de conviction, elle a beaucoup de mal à « vendre » les techniques de la logistique du transport qui forment des

répartiteurs, des douaniers, des gestionnaires de stocks et d'entrepôts, dans les réseaux naval, ferroviaire, aérien et routier. Passionnant, pourtant, que le mouvement des marchandises! Stressant, aussi. Le roulement de personnel est élevé et les étudiants manquent à l'appel.

Dans les prisons et les pénitenciers, c'est la panique. Vu les mises à la retraite massives dans l'appareil gouvernemental, les gardiens de prison (les agents de services correctionnels, si vous préférez) sont soudainement l'objet de convoitise. Pour les cabinets de dentistes, Jennifer Tremblay utilise l'expression « folie furieuse ». Où se terrent les hygiénistes dentaires, que s'arrachent les dentistes du Nouveau-Brunswick, au double du salaire d'ici? « Une clinique d'Edmonton a offert un salaire de 100 000 \$, affirme-t-elle. Le Québec devra s'ajuster. »

Après des années de vaches maigres, les techniques de réadaptation physique sont aujourd'hui prometteuses d'embauche. L'option commerce international des techniques administratives présente un taux de placement de 80 %. Les techniciens en bureautique? Parlez-en à votre patron, c'est sûr qu'il cherche une perle rare, au parfum des derniers logiciels.

Caroline Maltais, du cégep de Sainte-Foy, est sollicitée par les hôpitaux pour ses finissants en techniques médicales. Taux de placement: 100%. Mais attention, les contractuels y sont légion, ainsi que les travailleurs à temps partiel. En radio-oncologie, ça ira bien au moins trois ans encore. Le programme, cependant, est très contingenté: 20 places, que se sont disputées 159 candidates, cette année. « Il faut être sûr de choisir les bonnes personnes et qu'elles ne lâchent pas en cours de route, mentionne-t-elle. Car l'équipement coûte cher et les stages sont rares. »

L'avenir s'annonce rose pour les agents d'assurances. Ceux qui choisi-

ront l'option assurances de dommages des techniques administratives se feront courtiser. Les finissants réussissent tous à se placer dans la région de Québec; c'est donc dire qu'en régions, on leur décrochera la lune. « La Chambre d'assurances de dommages prévoit que 4400 emplois seront disponibles au Québec d'ici 2003 », expose M^{me} Maltais.

« Peu importe le choix de son champ d'études, la personne devra le pousser jusqu'au bout, souligne Richard Filion, directeur des études au cégep de Limoilou. Il y aura toujours de l'emploi pour quelqu'un de bien formé. » Mais le goût de l'éleve doit primer, croit-il lui aussi, c'est garant de son engagement. « Sinon, son intérêt va s'évaporer, il va accumuler des retards et il finira par abandonner. » Richard Filion estime que « le système scolaire devra développer ses programmes en orientation ». C'est l'une des clés de la réussite. Bien simplement, il résume: « Les perspectives d'emploi augmentent avec le taux de scolarité. »

Nos infrastructures routières ont 40 ans, elles ont besoin de réfection. Par ici, les technologues du génie civil! La construction résidentielle a le vent dans les voiles. Les finissants en technologie de la mécanique du bâtiment n'ont pas à s'inquiéter. Les techniques de gestion hôtelière, celles de gestion des services alimentaires et de restauration, ainsi que les soins infirmiers font maintenant partie du « palmarès des formations techniques. »

La liste n'est pas exhaustive, loin s'en faut. Parents, exigez les services d'un orienteur dans l'école de vos enfants! Les jeunes, consultez ces professionnels, ils détiennent une mine d'informations qu'ils ne demandent qu'à partager. Employeurs, faites-vous connaître, démystifiez votre travail, clarifiez vos besoins. Tous les conseillers en emploi le répètent: « Il s'agit d'une responsabilité collective de la société. »



Micheline Grenier, directrice du service de placement à l'Université Laval, rappelle que le marché du travail évolue de six mois en six mois. Les secteurs offrant de bonnes perspectives d'emploi changent donc rapidement.

VR Daniel Émond Spécial d'introduction
 CONSIGNATION • VENTE • ACHAT

Maintenant déménagé au
2650, Dalton, Parc Colbert
 (Anciennement Sainte-Foy Hyundai) Québec

NOUVEAU Beaucoup plus grand
 • Département de service • Département des pièces

Plus de 40 motorisés en main inspectés et garantis

Motorisé CONDOR 2003
 Modèles 28' et 33' en montre

Du 5 au 15 septembre, venez nous rencontrer à la salle de quilles au Festival Western de St-Tite

(418) 527-2726 1 877 527-2722
 www.danielemond.com

Le Sommet sur le développement durable s'ouvre lundi, à Johannesburg. Cette rencontre sera l'occasion de faire le point, 10 ans plus tard, sur les engagements pris à Rio. Trois conventions internationales y avaient été établies, sur la biodiversité, sur la désertification et sur le réchauffement du climat. Cette dernière question étant toujours « brûlante », nous brossons aujourd'hui un tableau de la façon dont le Québec sera affecté dans les années qui viennent.

Quand l'Arctique transpire



Les bienfaits du réchauffement global sont rares pour les Nordiques

■ Le climat global se réchauffe, mais paradoxalement, la chaleur amènera avec elle plus de problèmes d'adaptation que de bienfaits immédiats dans les régions nordiques.

« **Q**ui sait ce qui arrivera si la température augmente de deux degrés chez nous, nous qui vivons sur la glace et la neige. Si jamais nous voyons un réel changement, un changement rapide, je ne sais pas comment nous pourrions nous adapter (...); je ne sais pas comment nous réagirons, mais nous vivrons des temps très, très difficiles. »

Ce commentaire est celui d'un Inuit habitant Nain, au Labrador. Il est tiré du livre *The earth is faster now*, un ouvrage collectif qui fait une large place aux observations des Inuits sur les changements climatiques.

Les prévisions sont les suivantes. Les spécialistes estiment que la concentration de CO₂ aura doublé (par rapport à celle de 1990) vers les années 2060.

À une telle concentration de CO₂, correspondrait un réchauffement climatique qui ferait disparaître le pergélisol au Québec. Presque complètement : « Il ne resterait que quelques zones de pergélisol intermittent très au nord », souligne Alain Bourque, directeur de la section Impacts et adaptation, chez Ouranos.

Déjà, des mesures de températures prises à 10 mètres de profondeur, dans le pergélisol de l'extrême nord du Québec, montrent la tendance. La température est passée de -7°C à -6°C en sept ans. C'est beaucoup.

En 2060, la température moyenne devrait avoir augmenté de deux ou trois degrés. Cela paraît peu ? « Ça va tout changer », estime Louis Fortier, du groupe Québec Océan.

Depuis des millénaires, la température mondiale moyenne est de 15°C. Elle a augmenté d'environ 0,6°C durant les 100 dernières années. Si elle grimpe à 18°C, elle serait équivalente à la température moyenne d'il y a quelque 50 millions d'années, à l'ère de l'éocène...

Notre ami du Labrador a raison de s'inquiéter. Et il n'est pas seul. Le chercheur Christopher Furgal, du département de santé publique de Québec s'est intéressé à eux. Il a rencontré des Inuits à Kuujuaq, dans le Nunavik, et à Nain, au Labrador. Il leur a demandé comment ils ressentent les effets du réchauffement.

Chris Furgal a rapidement constaté que le réchauffement avait un impact immédiat sur la chasse et tout ce qui l'entoure. « Les vieux chasseurs expérimentés n'osent plus prédire la météo. Quand on leur demande "Est-ce une bonne journée pour la chasse? Y aura-t-il du mauvais temps? Est-ce que la glace sera stable?", ils n'osent plus répondre. La météo est beaucoup plus variable maintenant. »

La distribution des espèces animales a changé aussi. Le caribou et le phoque sont plus difficiles à trouver.

Ils sont plus loin des villages. Les sentiers de chasse ont changé aussi, ils sont moins stables.

Toutes ces difficultés rendent l'accès à la nourriture traditionnelle plus difficile. Pour M. Furgal, qui s'intéresse à la santé publique, cela est une source d'inquiétude. Le coût de l'alimentation est fort élevé dans les villages nordiques, et les Inuits n'ont pas le choix de chasser. De plus, la viande de gibier procure une protection naturelle contre certaines maladies, et M. Furgal se demande si, à long terme, un changement dans la diète « naturelle » ne conduira pas à d'autres problèmes de santé.

Les fortes variations de la météo jouent également de mauvais tours aux chasseurs. Ils se font prendre plus souvent dans la tempête, on note plus de cas de gens qui se perdent, des incidents en motoneige, ou encore en bateau.

CONSTRUCTION ET SÉCURITÉ

Les constructions portent la marque du dégel: il y a beaucoup d'érosion, le pergélisol est moins stable, et les édifices en absorbent le contrecoup.

Il y avait aussi en abondance, auparavant, des poches de glaces que les Inuits trouvaient en creusant dans le sol. Elles servaient de réserve d'eau potable aux chasseurs. Elles sont plus rares aujourd'hui, l'eau potable est moins disponible. « On voit donc partir les chasseurs avec des bouteilles d'eau Évian! »

Il arrive beaucoup plus souvent, en été, que le mercure grimpe à 24 ou 25°C durant plusieurs jours d'affilée, et même jusqu'à 30°C. Les aînés sont particulièrement affectés par cette chaleur. Mais c'est aussi le festival des extrêmes: certaines journées, le froid est beaucoup plus intense.

« Plusieurs disent qu'ils ont déjà vu ça avant, que c'est un cycle naturel (et donc que le phénomène ne peut être rattaché à un réchauffement global). Mais les vieux chasseurs n'y croient pas: plusieurs m'ont dit qu'ils n'avaient jamais vu cela dans l'histoire des Inuits », a rapporté M. Furgal.

Pour en savoir plus: *The Earth is Faster Now: Indigenous Observations of Arctic Environmental Change*. Arcus. Ouvrage collectif édité par Igor Krupnik et Dyanna Joly, et rédigé par 13 auteurs canadiens et américains.



Chris Furgal a étudié les impacts du changement du climat sur les Inuits.

Le sud québécois y goûte déjà... mais le pire pourrait être à venir

■ Août 2001. Deux semaines très chaudes sur le sud du Québec, qui font descendre à un niveau critique l'eau de plusieurs rivières. À Terrebonne, cet été-là, la municipalité a dû consommer des quantités records de chlore pour fournir de l'eau potable, tout en émettant quand même des avis d'ébullition.

C'est que le niveau de la rivière Mille Îles est descendu tout près de la prise d'eau. « L'eau n'a pas manqué, mais ce qui était pompé était de très mauvaise qualité. C'était la *cochonerie* de surface », raconte Alain Bourque.

Ce genre de problème fait le quotidien de M. Bourque. Depuis près d'un an, il est à la tête de la division Impacts et adaptation, du consortium Ouranos, un regroupement de chercheurs qui étudient les changements climatiques sous toutes leurs coutures. Lorsque le consortium tournera à pleine vitesse, plus de 400 chercheurs y collaboreront de près ou de loin.

L'exemple de Terrebonne en est un parmi des centaines. Si vous voulez faire une liste de tous les impacts pouvant être reliés de près ou de loin aux changements climatiques, vous n'en sortirez pas, avait-il averti. Ce serait plus long qu'une liste d'épicerie.

Son travail, depuis un an, a justement consisté à regrouper les effets du réchauffement qui risquent de marquer le plus fortement le Québec. Il a ainsi ramené les axes de recherche d'Ouranos au nombre de sept, dont un fondamental, qui vise à établir les scénarios de changements climatiques. « Pour que tout le monde puisse discuter sur la même base », précise-t-il.

HYDROÉLECTRICITÉ

En tête de liste, la fonte du pergélisol (voir autre texte). Le sol gelé en permanence, au nord du 55^e parallèle, a toujours été pris pour acquis, souligne-t-il. Mais maintenant, il faudra s'adapter à un sol qui dégèle.

Par ailleurs, deux de ses axes de recherche intéressent particulièrement Hydro-Québec, qui est un partenaire important du consortium. Il s'agit de l'impact du réchauffement sur la production d'électricité, et l'évolution de la demande énergétique.

L'hydraulique intéresse particulièrement Hydro. Pleuvra-t-il plus ou moins? L'évaporation de l'eau aura-t-elle un impact significatif sur les réservoirs d'eau? Luc Gagnon, conseiller principal aux changements climatiques pour Hydro, affirme que la société d'État a investi beaucoup d'argent dans Ouranos pour répondre à ces questions.

« Déjà, nous connaissons des bonnes et des mauvaises années. Ce qu'on ne sait pas, c'est si le réchauffement climatique en amènera plutôt des bonnes, ou plutôt des mauvaises. »

Mais M. Gagnon est plutôt rassurant. Au chapitre de la production d'électricité, les années extrêmes en termes de baisse de niveau d'eau n'ont diminué la production que de 10%, affirme-t-il.

Ce que le conseiller connaît mieux, par contre, c'est le changement de la demande énergétique. « On voit déjà des tendances: on vend moins d'électricité en hiver. Si la température moyenne réchauffe de 1°C, on sait à quoi ça correspond. »

Selon les données de l'Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), une réduction de 1°C diminuerait la demande pour le chauffage aux États-Unis de 11%, soit une économie de 5,5 milliards \$ US (en dollars de 1991).

« Mais le chauffage n'est qu'une petite portion des ventes d'électricité, ajoute-t-il rapidement. Et puis avec les ventes sur toute l'année aux États-Unis pour la climatisation, ça pourrait devenir avantageux. »

L'ÉROSION CÔTIÈRE

« Au plan international, l'impact qui inquiète le plus la communauté internationale, c'est l'érosion des berges. » Alain Bourque l'a inscrit dans ses priorités de recherche. Le réchauffement du niveau de la mer est inévitable, et les provinces maritimes sont les plus menacées. Une étude sur le cas de Charlottetown a d'ailleurs chiffré les coûts du rehaussement marin. La capitale de l'Île-du-Prince-Édouard est particulièrement vulnérable, parce que des propriétés de grande valeur sont situées en bord de mer.



COLLABORATION SPÉCIALE ANDRÉ PICHETTE

Selon le chercheur Alain Bourque, le niveau de la mer gonflera d'environ 50 cm au cours des 100 prochaines années

Toujours selon IPCC, les zones d'inondations centenaires deviendraient des zones inondables aux 15 ans avec une élévation du niveau de la mer de 1 m. Or, la fonte des glaciers rehaussera le niveau de la mer de 8 cm à 89 cm d'ici 100 ans, selon les évaluations. Alain Bourque, lui, situe la hausse à 50 cm.

ENVIRONNEMENTS RURAL ET URBAIN

Sous cette large catégorie, Ouranos a réuni plusieurs enjeux dont ceux touchant l'eau et la santé. Le problème d'alimentation en eau potable vécu par Terrebonne l'an dernier, en est un bon exemple. Le niveau d'eau du Saint-Laurent est aussi préoccupant. « Si le Saint-Laurent descend de 1,5 mètre, le lac Saint-Pierre deviendra une rivière. Et là, il n'y a pas d'adaptation possible. »

Quant à la santé humaine, elle pourrait être (et elle est déjà) influencée. La canicule, les épisodes de smog deviendront plus problématiques. Mais à ce sujet, plusieurs adaptations sont possibles. « Les avertissements devront se rendre aux personnes vulnérables », dit M. Bourque. Une cartographie des villes est envisagée: « Certains quartiers sont plus vulnérables que d'autres. Des secteurs de blocs à appartements à toit plat, goudronné, dont les résidents sont pauvres, n'ont pas la climatisation, et gardent les fenêtres fermées, par crainte de la violence... », voilà le tableau que brosse M. Bourque. Une mesure « simple » a été prise aux États-Unis pour ces quartiers: il s'agit de subventionner la réfection des toitures pour les mettre en blanc. « Et ça marche! assure-t-il. Et ce n'est pas plus froid en hiver: la neige les blanchit déjà... »

Enfin, Ouranos se penchera sur la santé des forêts. Canicule, orages et éclairs plus fréquents, averses de pluie moins fréquentes mais beaucoup plus abondantes sont des scénarios envisagés, qui pourraient être à l'origine d'incendies de forêt plus fréquents. Et les espèces d'arbre qui repousseront après un incendie ne seront pas nécessairement les mêmes qu'avant, changement climatique oblige. L'impact sera écologique, bien sûr, mais aussi économique.

Pour les scientifiques, le fait est clairement établi: le climat du globe changera. Et même si le Protocole de Kyoto était signé et respecté dans sa forme actuelle, la situation ne changerait pas beaucoup. En entrevue plus tôt cette année, Claude Villeneuve, auteur du livre *Vivre les changements climatiques*, avait eu cette réflexion: « Il faut que Kyoto soit signé, ne serait-ce que pour prouver son inefficacité. »

Par contre, même s'il s'agit d'un passage obligé, Alain Bourque est d'avis qu'il est possible de « voir venir », et de s'adapter, puisque le changement se fait par étapes et qu'il est l'affaire de quelques dizaines d'années. A.-L.C.

LE TOUR DE L'ÎLE D'ORLÉANS

Les liens
du sang

Une bonne partie
des Québécois ont des
racines insulaires

La plupart d'entre eux l'ignorent, mais une bonne partie des Québécois ont « une patte dans l'île ». Des 300 familles souches qui se sont établies sur l'île d'Orléans au début de la colonie, il n'y en a que cinq qui sont mortes sans postérité. Aujourd'hui, leurs descendants se retrouvent partout en Amérique du Nord.

« Il y en a peut-être un million », avance Georges-Henri Blouin, boulanger à la retraite, l'homme a fait de la généalogie son nouveau pain quotidien. C'est avec fierté qu'il nous fait faire le tour du Parc des ancêtres, qui a vu le jour l'an dernier à Sainte-Famille.

Tout à côté de l'église, de stationnement facile et d'accès gratuit (dons volontaires), le parc offre un emplacement de pique-nique absolument superbe, avec vue sur la Côte-de-Beaupré.

Lorsqu'on s'avance un peu, on aperçoit le village de Château-Richer, et le vieux quai, tout en bas.

Quand il était *p'tit gars*, Georges-Henri y accompagnait son père, lui aussi boulanger, pour aller décharger le bateau à farine à marée haute, bien souvent en pleine nuit.

**« C'est notre chez-nous,
on n'en sort pas
facilement. C'est ici
qu'on est heureux »**

Aujourd'hui, il met toutes ses énergies à connecter les Québécois avec leur passé.

Au cœur du parc, trône une grande plaque surmontée d'une très belle sculpture, œuvre de la renommée Forge à Pique-Assaut. Le nom de chaque famille souche y est inscrit, ce qui permet au visiteur de constater *de visu* s'il peut lui aussi se réclamer du passé glorieux de colon de l'île.

Les heureux élus peuvent ensuite pénétrer dans l'ancien presbytère, où la Fondation François-Lamy, du nom du premier curé de la paroisse, offre la possibilité d'obtenir la fiche complète de leur ancêtre, ainsi que la localisation exacte de ses terres. Un petit musée (coût d'entrée de 2 \$) complète la visite.

Les curieux qui pousseront jusqu'au cimetière, de l'autre côté de l'église, pourront aussi voir une plaque à la mémoire de 14 paroissiens ayant péri dans un naufrage, en 1875.

Georges-Henri Blouin, lui, n'a apparemment aucun regret que son ancêtre ait posé son baluchon au milieu du fleuve. « L'île, c'est notre chez-nous, puis on n'en sort pas facilement. C'est ici qu'on est heureux. »

FAIRE VIVRE LE PASSÉ

Ils sont nombreux sur l'île à vouloir faire vivre son passé, de diverses façons.

Simon Tailleux, lui, a choisi de faire connaître la fabrication de la tige d'éraule à l'ancienne, après avoir abandonné son métier de pêcheur, au début des années 70, à cause de la pollution.

« Je n'ai jamais été un bon cultivateur, mais j'avais la terre », explique-t-il. L'affaire, ironiquement appelée L'En-Tailleux, a fait bouler de neige.

Au bout d'un champ de poivrons, vers le centre de l'île, à Saint-Pierre, sa cabane est ouverte 12 mois par année (!), grâce à un procédé permettant de faire de la neige artificielle, pour le plus grand bonheur des touristes. L'établissement de 400 places n'accueille toutefois que des groupes organisés.

Il est donc possible que vous vous butiez sur une porte close, s'il n'y a pas de réservation. Mais dans le cas contraire, entrez dans le bâtiment principal pour admirer la série de grandes peintures qui ornent ses murs.

FRESQUES

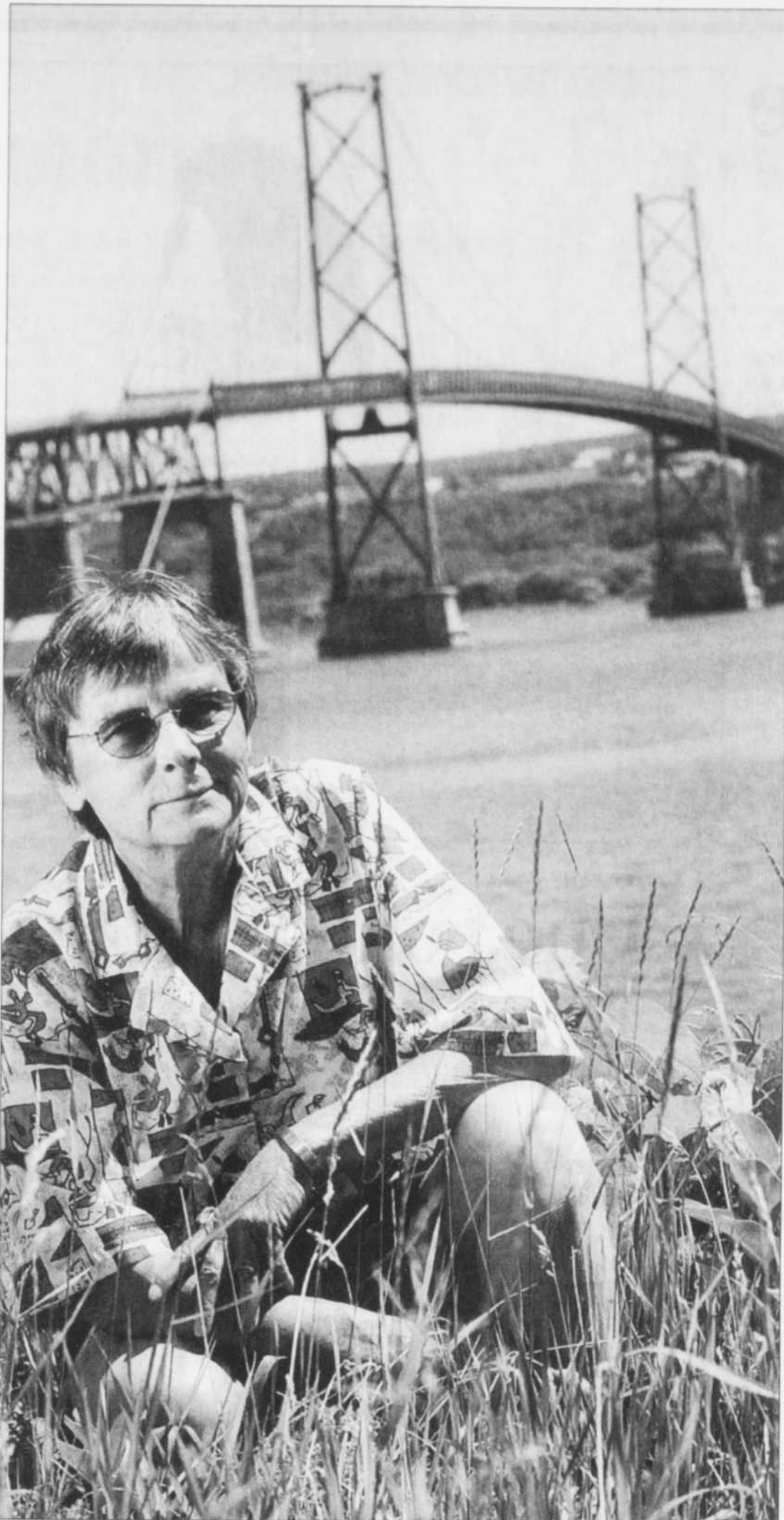
Œuvres du peintre Jacques Huot, ces fresques représentent toutes les facettes de la colonisation de l'île, depuis la présence indienne jusqu'à nos ancêtres plus récents. Elles valent vraiment le coup d'œil.

Quant à Simon Tailleux, il est lui-même un personnage, féru de l'histoire populaire de l'île, avec laquelle il cohabite depuis 74 ans.

Comme tous les gens âgés, il constitue une mine d'or de connaissances et d'anecdotes, qu'il ne demande pas mieux de raconter... à condition qu'on se donne la peine de le lui demander.

Ainsi que le dit Carl Apollon, Haïtien d'origine et fils adoptif de l'île, « un peuple est fait de son passé », et il est toujours bon de le connaître pour savoir où on s'en va ! C.S.

□ **DEMAIN: Histoires de pêche, d'agriculture et d'art**



Renée Vaillancourt-Lauzière connaît l'île d'Orléans comme le fond de sa poche.

Belle jusqu'au bout

Peu fréquenté, Saint-François
recèle de véritables perles

■ De tous les villages de l'île, Saint-François, situé à l'extrémité est, probablement le moins fréquenté. La preuve en est que dans la portion de route y menant par la rive nord, l'herbe pousse dans les interstices de l'asphalte, au beau milieu du chemin !

Et pourtant, Saint-François offre un des plus beaux points de vue qui soient sur le fleuve. Je dois cette découverte à ma guide Renée Lauzière. Avant ma virée en sa compagnie, je faisais comme beaucoup de visiteurs : arrivée à Saint-Jean, j'empruntais la magnifique route du Mitau, pour revenir par l'autre côté de l'île.

L'endroit est tout simple à trouver. On prend par la rive sud et, lorsqu'on approche l'église de Saint-François — reconstruite depuis l'incendie de 1988 —, on surveille à droite pour prendre la route du Quai.

Par une côte un peu abrupte, celle-ci nous mène jusqu'à une plage qui a dû faire les délices des amoureux d'autrefois. Et là, tout près, les îles de Montmagny se laissent voir comme nulle part ailleurs. L'île Madame à droite, l'île aux Ruaux à gauche, et vous au milieu de cette beauté !

Et si vous marchez une centaine de mètres vers la gauche, en allant vers la pointe, vous tomberez sur les fresques de Marie-Denise Lemelin, qui peint à même les rochers des scènes ayant marqué notre histoire, ou y reproduit des extraits de poèmes. Marie de l'Incarnation enseignant à ses élèves, Marie-Catherine de Longpré, Augustine à l'Hôtel-Dieu de Québec, font partie de son iconographie.

L'artiste est une autre passionnée de l'île, qui parle de magie, de sorcellerie et de beauté envoûtante... Elle est très souvent sur place, et discute volontiers avec ceux qui s'intéressent à ce qu'elle fait.

RELIQUES

Ma guide Renée Lauzière a un ton savoureux pour raconter les petites histoires cocasses. Celle de la route des Prêtres ne manque pas de piquant.

Au début de la colonie, Saint-Laurent s'appelaient Saint-Paul. Et comme tout le monde le sait sans doute (!), Saint-Pierre et Saint-Paul sont

des inséparables, dont même les reliques seraient unies. C'est en tout cas ce que prétend Renée Lauzière.

Or, la paroisse de Saint-Pierre a hérité d'une relique de Saint-Pierre et Saint-Paul, alors que celle de Saint-Paul en obtenait une de... Saint-Clément !

Voilà qui n'a pas fait l'affaire de tous. « Des gars sont allés en pleine nuit voler la relique de Saint-Pierre et Saint-Paul. Il y a eu toute une histoire et même l'archevêque s'en est mêlé », raconte ma colorée compagne.

Finalement, Saint-Paul a changé de nom pour Saint-Laurent, et a obtenu sa relique.

Quant au nom de la route des Prêtres, qui unit les deux paroisses, il provient de la petite cérémonie de remise de la relique volée, où les prêtres de chaque paroisse sont allés à la rencontre les uns des autres, se retrouvant au milieu. Au bord du chemin, en plein cœur de la forêt, une croix et une petite plaque commémorent l'événement.

Enfin, parlant de forêt, l'île s'enorgueillit d'avoir la chaîne la plus au nord en Amérique. Elle est l'un des petits secrets de Sainte-Pétronille, tout comme le sentier pédestre qui la parcourt.

On peut y accéder par la route Ferland, ou encore par l'église ou le terrain de golf. C.S.



À l'extrémité de l'île, à Saint-François, Marie-Denise Lemelin reproduit quelques pièces d'histoire sur les rochers.

Une
inconnue
dévoilée

À la découverte
d'anecdotes estivales
et de trésors

PREMIER DE DEUX

■ « Le pont de l'île est à l'image du premier ministre : long, étroit, et proche de la chute ! »

C'est en ces termes, ou à peu près, que le chef de l'opposition en 1935, un certain Maurice Duplessis, commentait l'inauguration du pont par son rival Louis-Alexandre Taschereau.

Ce sera la première anecdote du voyage rapportée par celle qui me servira de guide pendant deux jours.

Renée Vaillancourt-Lauzière est la plus curieuse des femmes. Elle veut tout savoir de l'île qui l'a vue naître, et fouine constamment à droite et à gauche pour en extirper le moindre secret. Et si elle l'a quittée il y a quelques années, ce n'est que pour y revenir le plus souvent possible. Fille de l'île, elle connaît tout le monde, et tout le monde la connaît, ou presque. Le facteur lui envoie la main au passage, ou un cultivateur, ou madame Machin.

Elle pimente la visite par une série d'histoires, dont plusieurs ne peuvent être répétées ici. Les plus juteuses, évidemment.

Il y a quelques années, Renée Lauzière a eu bien peur que ce petit bijou ne devienne une île d'ortoir, abandonnée toute la journée par ses habitants partis travailler en ville. Le désastre ne s'est pas produit. En semaine comme le dimanche, l'île est bien vivante.

La majorité des gens rencontrés au cours de cette virée ont reconnu à la Loi sur la protection du territoire agricole et à sa reconnaissance comme arrondissement historique le mérite de l'avoir préservée. Aujourd'hui, personne ne semble craindre les développements débridés tel qu'il avait commencé à s'en faire à Saint-Pierre.

Cela ne va d'ailleurs pas sans créer de problèmes, comme le constate le maire de Saint-Laurent, Yves Coulombe, rencontré par hasard sur la terrasse du bistro L'île aux copains. « Bientôt, les *nés-natifs* n'auront plus les moyens de vivre ici, parce que les maisons sont trop chères. Les fils de l'île ne peuvent racheter la maison de leurs parents ou s'installer à côté. »

L'AMOUR DE L'ÎLE

Mais pour ceux qui ont la chance d'y résider (entre 9000 et 11000 personnes, selon les saisons), l'île est une véritable histoire d'amour et de bonheur. Demandez à ses habitants ce qu'elle représente pour eux. Tous vous diront leur attachement pour ce petit bout de terre planté dans l'eau.

Une eau qui fait toute la différence, qui donne à cette « campagne à côté du centre-ville » son caractère bien à elle.

« Moi, ça me prend une île », soumet Jacques Normand, plombier-électricien à Saint-Laurent. Né à l'île aux Grues, il est arrivé ici à cinq ans, et n'en a fait qu'une brève échappée, pour aller travailler... à l'île d'Anticosti. Son plus grand plaisir est d'aller admirer la mer qui se déchaine au bout du quai par jour de tempête.

D'autres y vont d'un cri passionné. « J'ai tellement à cœur notre chez-nous, je ne voudrais pas qu'on le brise, je ne voudrais pas qu'on le farde. Je voudrais qu'il soit toujours vrai », lance Simon Tailleux, un ancien pêcheur de Saint-Pierre.

Lui qui a la chance d'habiter la maison de son ancêtre, transmise de père en fils depuis huit générations, ne peut toutefois s'empêcher de regretter qu'aujourd'hui, « on fait de la caricature », en montrant « comment on faisait avant ». Mais il reconnaît qu'il y a un travail concret de conservation qui est fait, et bien fait.

AMANTS D'ADOPTION

Mais il n'est pas obligatoire d'être né sur l'île pour l'aimer. Claire Steinbach est venue de Belgique pour y passer des vacances avec sa famille. « On a eu le coup de foudre », confie la dame, bien occupée à servir les touristes qui se bousculent dans son commerce de cidres et vinaigres, à Saint-Pierre.

Ma guide, elle, a sa vision bien à elle : « Vivre à l'île, ça se mérite ».



Claudette Samson

CSamson@lesoleil.com

**« Bientôt, les
nés-natifs
n'auront plus
les moyens de
vivre ici »**

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ALAIN DUBUC
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Éditorialiste en chef JEAN-MARC SALVET
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

Une tribune pour tous

On reproche souvent aux pages éditoriales d'être lourdes, moralisatrices et donneuses de leçons. C'est à nous de briser ce mythe. Mais c'est à nous, surtout, d'animer plus que jamais les débats d'idées et de société au Québec. C'est l'objectif que se fixe l'équipe éditoriale du SOLEIL que j'ai maintenant le plaisir de piloter.

À une époque où les points de repère éclatent sans cesse, il faut plus qu'avant décortiquer les événements d'ici et d'ailleurs. Il faut les mettre en perspective.

C'était déjà une nécessité depuis l'éclatement des contours de la gauche et de la droite. C'était déjà vrai depuis que la mondialisation a réduit la marge de manœuvre des États. Ce l'est davantage en temps de guerre au terrorisme.

Dans un monde si complexe, les pages éditoriales n'existent plus pour dire aux gens quoi penser. Elles existent pour contribuer aux débats publics. Pour être un espace de liberté et de dialogue.

Si elles veulent contribuer aux débats d'idées, la page éditoriale et la page d'opinions doivent également refléter la diversité des points de vue.

Les membres de l'équipe éditoriale du SOLEIL n'ont pas des idées toutes faites sur tous les sujets et c'est tant mieux. Ce n'est qu'après avoir lu, réfléchi, échangé et questionné les personnes concernées qu'ils prennent position sur un dossier. Pas sous le coup de l'émotion ou de préjugés.

Nos pages seront animées par Brigitte Breton, Julie Lemieux, Robert Fleury, Gilbert Lavoie, J.-Jacques Samson, Michel Vastel, Alain Dubuc, André-Philippe Côté et les autres collègues qui voudront bien y aller de leur contribution. J.-Jacques Samson, qui a tenu le fort avec rigueur et constance pendant huit ans à la direction de l'éditorial, aura rendez-vous avec les lecteurs chaque semaine. Sa vaste expérience sera un précieux atout pour tous.

Certaines balises nous guideront dans nos commentaires. Ces balises sont l'équité, la justice, l'ouverture sur le monde et sur les autres et le bien commun. Elles pourront par exemple s'appliquer tout autant à la défense des citoyens devant les institutions, qu'à celle des laissés-pour-compte ou à la promotion de l'initiative individuelle.

Nos balises s'articulent aussi autour de la conviction que les solutions ne logent ni dans la démagogie galopante, ni du côté des intégrismes. Les seules barrières imposées viseront les insultes et les manifestations de haine. Pas question de brocarder les uns et les autres pour faire du style. La rigueur exige de questionner les idées. Et de le faire dans le respect des citoyens et des groupes d'individus.

L'APPORT DES LECTEURS

La concentration des médias suscite des inquiétudes en certains milieux. Elle n'est probablement ni bonne ni mauvaise en soi. Elle est ce qu'en font les individus.

Parce qu'elle peut engendrer plus de moyens, elle peut permettre une couverture beaucoup plus riche et large de l'actualité. Le danger se situerait du côté de l'uniformisation des contenus. Nous faisons le choix de la diversité.

Mais la diversité des points de vue ne sera jamais aussi bien servie que par l'apport des lecteurs. Un apport auquel nous souhaitons accorder le plus d'espace possible. LE SOLEIL sollicitera également le point de vue de ceux qui participent aux événements et de ceux qui les analysent. Plus les contributions seront nombreuses, plus l'information y gagnera.

Avant d'exercer les fonctions de chef de nouvelles au SOLEIL, j'ai été en poste pendant quatre ans à l'Assemblée nationale. Pour certains, j'étais alors un « maudit souverainiste ». Pour d'autres, un « maudit fédéraliste ».

Mais qui est souverain aujourd'hui? Le Canada est-il un pays totalement souverain? La France l'est-elle? Et le Brésil?

Qu'on le veuille ou non, la souveraineté des nations se mesure désormais en degrés. À la faveur des accords internationaux et de la mondialisation des économies, les souverainetés sont devenues à « géométrie variable ». Elles diffèrent d'un endroit à l'autre.

Et si les solutions aux défis modernes passaient par un nouveau rééquilibrage des pouvoirs? Pas seulement entre Ottawa et Québec, mais aussi au plan local et, surtout, à l'échelle internationale.

UN ÉLÉMENT RASSEMBLEUR

Pour Québec, nous souhaitons être un élément rassembleur. La région a longtemps souffert de ses divisions. Rien de plus facile que de monter en épingle les petites chicanes, mais rien de plus stérile aussi. Nous avons l'ambition d'œuvrer aux côtés de ceux qui font bouger les choses.

Les pages éditoriales doivent s'éclater. Elles ne doivent pas se cantonner à la politique et aux institutions. Au cours des prochains mois, nous continuerons d'élargir l'éventail des sujets proposés. Nos pages feront encore plus de place aux arts, aux questions environnementales, aux régions, à l'économie et à tous ces petits faits de société qui façonnent nos vies.

Le succès des pages éditoriales dépendra aussi de vous. Si un journal a l'ambition d'animer des débats de société, il doit le faire avec ses lecteurs. Vous êtes donc tous invités à prendre la plume ou le clavier pour nous suggérer des idées, pour réagir à nos textes ou pour commenter l'actualité.



Jean-Marc Salvet

JMSalvet@lesoleil.com



Une course au leadership pas comme les autres

Assurés du pouvoir, les libéraux ont aussi de nouvelles responsabilités

Pour un premier ministre, il est plus difficile de partir que d'arriver. Pensons aux derniers jours politiques de René Lévesque ou de Brian Mulroney. Jean Chrétien a finalement beaucoup mieux géré ce moment difficile que ses prédécesseurs et évitera, à son parti et à lui-même, l'atmosphère de déroute qui caractérise trop souvent les transitions.

Le scénario de son départ, annoncé mercredi à la surprise générale, n'est certes pas parfait. M. Chrétien, rétrospectivement, a trop attendu. Il n'a annoncé son éventuelle retraite que quand il y a été forcé par son parti et par l'opinion publique. Et il a repoussé l'échéance ultime bien tard. S'il avait tiré sa révérence quelques mois plus tôt, sans y être contraint, il aurait épargné à son parti les luttes intestines et il aurait quitté la vie politique au faite de sa gloire.

Le premier ministre se distingue toutefois par ce qu'il laisse derrière lui. Il y a certes de la chicane dans son parti, mais certainement pas de débâcle: le gouvernement libéral est bien en selle, l'équipe ministérielle est forte, capable de fournir plusieurs prétendants à la succession, le pays se porte bien, et les valeurs du gouvernement libéral, tout comme ses grandes orientations, font l'objet d'un large consensus dans la population.

Mais surtout, M. Chrétien partira avec la certitude que son successeur sera assuré de la victoire lors des prochaines élections, en raison de la force du parti libéral, mais surtout du morcellement des partis d'opposition.

Nous sommes là en présence d'un phénomène tout à fait nouveau dans notre vie politique, celui d'un parti, au pouvoir depuis 10 ans et indélogeable dans un avenir prévisible. Cela crée un contexte politique radicalement différent: d'une certaine façon, le Canada est devenu une démocratie à parti unique.

Cette réalité nouvelle bouleverse les règles du jeu politique et forcera le Canada à inventer de nouvelles façons de gérer l'expression de la démocratie. Elle doit également nous amener à jeter un regard différent sur la vie politique canadienne, parce que les vieux schémas traditionnels ne s'appliquent plus, que ce soit pour analyser la crise intestinale au sein du PLC ou discuter des modalités du départ de Jean Chrétien.

UN CONFLIT QUI RONGE LE PLC

Commençons par le conflit entre Paul Martin et Jean Chrétien qui ronge le PLC depuis bien des mois. On a reproché au clan Martin d'avoir rompu avec la tradition voulant que le chef décide, seul, du moment de son départ, et d'avoir manifesté un manque de loyauté qui mine la solidarité du caucus. Ces arguments, tout à fait valables dans un monde traditionnel, ne peuvent plus servir de guide dans ce contexte nouveau.



Jean Chrétien et Paul Martin pendant des jours meilleurs.

ARCHIVES LE SOLEIL

Dans un monde politique normal, dominé par l'alternance du pouvoir, laisser le chef décider sans pression du moment de son départ ne pose pas problème, parce que les cycles politiques imposent leur loi: les défaites électorales ou la perspective d'une défaite se chargent de convaincre le premier ministre qui aurait tendance à s'accrocher.

Mais quand un gouvernement devient inamovible, comme c'est le cas pour les libéraux fédéraux, ces cycles naturels ne jouent plus. Il faut donc développer d'autres mécanismes pour contrer l'usure et assurer le renouvellement des politiciens, des gouvernements et des idées.

Dans un tel cadre, des processus de contestation du chef comme celui auquel on vient d'assister deviennent nécessaires pour la santé de la démocratie tandis que les principes classiques de loyauté partisane risquent d'engendrer la sclérose. De la même façon, parce qu'il n'y a pas d'opposition, les grands débats de société et les virages dont un pays a besoin ne pourront se faire qu'à l'intérieur du parti libéral.

LA TRANSITION DU POUVOIR

Ce contexte nouveau doit aussi nous amener à voir d'un autre œil la stratégie de transition proposée par M. Chrétien, notamment ce long délai de 18 mois avant qu'il parte vraiment. La plupart des commentateurs y ont vu la recette du chaos. Ce n'est pas si évident. Encore une fois, parce que les exemples que l'on évoque, ceux de Mulroney, Trudeau, ou Lévesque, n'ont pas toute leur pertinence.

Il est de toutes façons probable que les choses se passeront plus vite. Si le premier ministre n'a pas été capable de choisir lui-même le moment où il a annoncé son intention de quitter, comment pourra-t-il réussir à imposer le moment de son départ?

Bien sûr, cette longue période de course au leadership aura tendance à paralyser le gouvernement ou à colorer ses décisions. Mais pourquoi ce serait pire que, par exemple, les derniers 18 mois d'un gouvernement Landry aux abois?

Surtout que cette lutte au leadership s'exercera dans un contexte très particulier et qu'aucun parti n'a jamais connu un univers contrôlé où le vain-

queur est assuré de la victoire électorale. Cela change tout, car les candidats seront à l'abri des pires dérapages qui caractérisent d'habitude les périodes de transition. Il y aura bien sûr des chicanes et des coups fourrés, mais cela semble bien moins inquiétant que les gestes de désespoir qu'un gouvernement en fin de mandat peut poser pour reconquérir un électorat qui le délaisse, ou les contorsions idéologiques d'un parti qui veut occuper le terrain de ses adversaires.

Ce qui est bien plus inquiétant, pour la bonne marche du pays, c'est que le contexte nouveau crée un déficit démocratique. Les militants libéraux ne choisiront pas seulement le successeur de Jean Chrétien, ni même leur candidat pour les prochaines élections: ils choisiront en fait celui qui sera premier ministre pour longtemps, un mandat, peut-être deux. Ce sont quelques milliers de personnes qui choisiront le premier ministre, en privant du fait même l'ensemble des citoyens de ce qui est leur droit démocratique le plus précieux.

Les libéraux fédéraux, dans les mois qui viennent, ont donc un devoir démocratique, car c'est cette course au leadership qui tiendra lieu de grand débat politique collectif. Voilà pourquoi les tentatives de M. Chrétien pour tuer dans l'œuf le mouvement de contestation n'étaient pas saines. Voilà aussi pourquoi les longs délais prévus par M. Chrétien ont du bon. Peut-être a-t-il voulu ainsi barrer la route à Paul Martin pour des raisons qui ne sont pas nobles, mais il n'en reste pas moins qu'un processus où l'avance de Paul Martin découragerait toute autre candidature priverait le parti et l'ensemble de la population d'un débat essentiel après 10 ans de pouvoir libéral ininterrompu.

Parce que les libéraux fédéraux jouissent d'une espèce de monopole sur le pouvoir, ils auront, dans toute cette course au leadership, des responsabilités démocratiques additionnelles qui les forcera à animer eux-mêmes, au sein de leur parti, les grands débats de société et à assurer les cycles de changement et d'alternance que la vie politique devient incapable d'assurer.

OPINIONS

CHRONIQUE POLITIQUE

La métamorphose de Bernard Landry

Le soleil a été généreux. L'homme est en amour. La jolie silhouette d'une femme de 56 ans fait oublier son embonpoint qui déborde du bermuda. Et les colonnes des offres d'emploi remplissent plusieurs pages des quotidiens. Ce doit être cela le « bonheur national brut »!

Quand j'avais retrouvé Bernard Landry à Halifax, à l'occasion de la Conférence des premiers ministres, j'avais été frappé par son détachement. J'y avais vu une sorte de résignation devant le sort qui l'attendait. Je m'étais trompé: j'avais devant moi un chef de gouvernement reposé, bien dans sa peau, et qui savait enfin où il s'en allait. « Laisse faire la Constitution et tiens-t'en à l'économie, c'est ça qui va te faire élire », conseillait tout le temps Pierre Elliott Trudeau à Robert Bourassa. Bernard Landry a compris le message lui aussi...

Au printemps, l'homme s'effilo-chait pourtant, sans cesse rattrapé par les défaites aux élections partielles et poursuivi par les mauvaises nouvelles. Pauline Marois et ses collègues avaient beau multiplier les annonces de nouveaux investissements, couper les rubans de nouvelles entreprises, General Motors, Murdochville, la crise du bois d'œuvre se pointait aussitôt à l'horizon, comme de gros nuages.

Bernard Landry inquiétait tellement que les rumeurs galopèrent dans les couloirs de l'Assemblée nationale. On parlait d'un putsch. Ou de démission, ce qui revenait au même. « Ce n'est pas toi, Bernard, tu n'es pas cela, lui écrivit un ami. Je veux voir 'Bernie the Bull', je veux voir la

fumée te sortir par le nez, je veux voir le chef... »

« Partez en vacances, loin d'ici! » dirent les conseillers. Et Landry obéit, faisant provision de soleil en Provence, de romances à Venise, de bonne bouffe à Paris.

Un homme abattu n'eût pas été crédible. Mais voilà que, ragaillard, il nourrit un rêve en plus: le plein emploi! Certains ont rapidement interprété: après le « déficit-zéro », il va nous proposer le « chômage-zéro »! Ce n'est pas cela le plein emploi. Deux chiffres le mesurent: le nombre de gens en âge de travailler et qui veulent effectivement travailler. Et le nombre de gens qui occupent un emploi.

Bernard Landry a fixé la barre du chômage à 5%. C'est ambitieux, très ambitieux. Le record historique fut de 4,1% en 1966, grâce à Expo 67. Sans intervention de l'État, on estime que le taux de chômage devrait baisser aux alentours de 7% en 2005.

Et avec des interventions majeures, et beaucoup de chance, on pourrait effectivement se rapprocher du 5%. Ce qui est étonnant, c'est qu'on recommande à parler d'un taux de chômage « naturel » à 5%. On n'avait pas vu cela depuis une génération. Je me souviens d'un déjeuner de travail avec Marc Lalonde, alors ministre des Finances du Canada, qui nous avait expliqué, le plus sérieusement du monde, que le taux naturel de chômage ne redescendrait jamais à moins de 8% pour le Canada — ou 10% pour le Québec.

Dans les années 70, on estimait à 5%, la proportion acceptable de citoyens qui ne trouveraient jamais d'emploi, parce qu'ils manquent de formation, parce qu'ils sont trop âgés,



Michel Vastel
Mvastel@lesoleil.com

parce qu'ils ont été trop longtemps hors du marché du travail. Puis vinrent les chocs pétroliers et le transfert de la richesse des pays industriels vers les pays producteurs de pétrole. Puis vint la libéralisation des échanges et le transfert de la production des pays industrialisés vers les pays en voie de développement. Puis vint la grande récession de 1981. Un taux de chômage de 10% était devenu « normal » pour le Québec. Depuis 1976, le chômage n'est effectivement descendu en dessous de la barre des 10% qu'en 1979, en 1988 et en 1989. Depuis 1999, il a toujours été en deçà de 10%. À 8,7% aujourd'hui, il est à son plus bas niveau depuis 1977!

En fait, le 8,7% de chômage d'aujourd'hui est doublement exceptionnel. En 1977 en effet, le taux d'emploi des personnes âgées de 15 à 64 ans était de 57,9%. Aujourd'hui, il est de 69,8%, un record de tous les temps pour le Québec. Autrement dit, il y a plus de Québécois que jamais à la recherche d'un emploi. Et la proportion de ceux qui n'en trouvent pas n'a jamais été aussi basse depuis 25 ans.

Le rêve du plein emploi, à 5% de chômage donc, est réaliste. Mais c'est plus ambitieux que celui visé par Robert Bourassa à l'époque des « 100 000 emplois ». On pardonnera à Mario Dumont

et à Marie Grégoire leur scepticisme: ils étaient encore aux couches à cette époque-là! On a par contre noté que Jean Charest n'a rien dit là-dessus.

La métamorphose de Bernard Landry, c'est donc qu'il commence l'année électorale avec un rêve réalisable. Et c'est le chef de l'Action démocratique qui fait maintenant dans la morosité et le cynisme! Le vieux rêve et le jeune doute: c'est le monde à l'envers quoi! « Une vieille approche des années 70 », dit en effet Mario Dumont, soulignant que le gouvernement avait aussi lancé de tels chiffres au Sommet sur l'économie et l'emploi et prétendant qu'il n'a pas livré la marchandise. Il a tort...

Lucien Bouchard avait parlé de ramener la moyenne du chômage à celle du

Canada. Or, l'écart entre le Canada et le Québec, qui était de 2,3 points de pourcentage en 1996 est aujourd'hui d'un point. Et l'écart avec l'Ontario qui a historiquement oscillé entre 2,5 points de pourcentage dans les années 50 et plus de quatre points dans les années 80, est aujourd'hui de 1,5 point. Ce n'est pas mal pour une province qui n'a même plus une seule usine automobile, comparée à celle qui les a toutes!

On verra ce que disent les sondeurs. Mais les réflexions autour des barbeques reflètent une évolution importante. Il y a six mois, les gens disaient de Bernard Landry: « Il ne passe pas! » Aujourd'hui, je me fais de plus en plus souvent poser la question: « Comment cela se fait-il qu'il ne passe pas? » La nuance est significative...



Un détour dans le parc des Hautes-Gorges de Charlevoix au bras de sa douce, ça ravigote.

Le premier ministre a fixé la barre du chômage à 5%. C'est très ambitieux.

DÉPART DE JEAN CHRÉTIEN

Un délai trop long

Les dix-huit prochains mois seront fertiles en événements

Réjean Pelletier

Professeur de science politique Université Laval

Le premier ministre Jean Chrétien a provoqué une véritable onde de choc en annonçant sa décision de quitter la direction du Parti libéral canadien, donc son poste de premier ministre, en février 2004. Comme il en a maintenant l'habitude, il a pris tout le monde par surprise en disant qu'il quittait, alors qu'il venait de faire connaître les grandes lignes de son programme, lequel doit s'échelonner sur les deux « prochains budgets » du ministre Manley.

Quel impact ce geste peut-il avoir? Tout d'abord, un premier point me semble clair: il n'y a aucune raison de tenir un vote de confiance à l'égard du chef. Si celui-ci s'appareille à partir, un tel vote n'a plus de signification et devient totalement inutile.

Faudrait-il malgré tout tenir un congrès en février 2003, lequel serait alors un congrès d'orientation appelé à définir les grandes lignes d'un programme libéral? On ne voit pas bien à quoi servirait un tel congrès si un nouveau chef est élu moins d'un an plus tard. Ce dernier voudrait certainement donner de grandes orientations à son parti, fixer les principales lignes de son programme, bref indiquer ce qu'il voudrait faire à la tête du gouvernement.

Il appartient donc aux instances dirigeantes du parti de clarifier ce point le plus rapidement possible et d'indiquer à quel moment et pour quel but serait convoqué le prochain congrès, lequel serait alors reporté à l'automne 2003 ou, au plus tard, en janvier-février 2004 afin de choisir le futur chef du PLC.

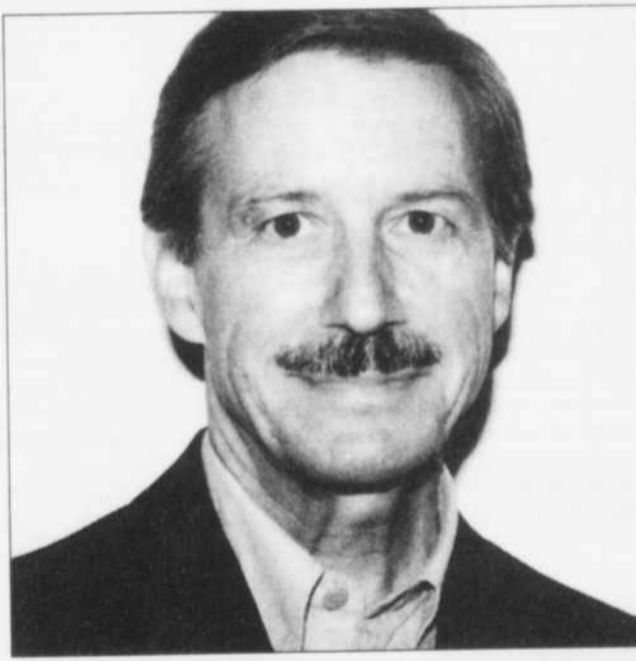
DIRIGER, MAIS DANS QUELLES CONDITIONS?

Entre-temps, le gouvernement Chrétien est appelé à diriger le pays durant les dix-huit prochains mois. Mais dans quelles conditions? Peut-on le comparer aux présidents américains arrivés au terme de leur second mandat et qui ont souvent de la difficulté à faire adopter leurs politiques par le Congrès? Je crois que la comparaison avec la situation américaine, pour intéressante qu'elle soit, ne tient pas tout à fait.

Les partis politiques canadiens sont beaucoup plus disciplinés que leurs homologues américains. Je vois mal les députés libéraux voter contre les projets de leur propre gouvernement, même en sursis. Au pire, certains pourraient s'abstenir, mais sans remettre en cause la survie du gouvernement. Sinon, celui-ci serait éventuellement contraint de démissionner et d'aller en élection... avec un chef démissionnaire. Comme le dit le dictionnaire populaire, les libéraux « se tireraient alors dans le pied ». Ce serait ouvrir la voie à un gouvernement minoritaire... d'un autre parti.

On peut craindre cependant que M. Chrétien s'engage dans des dépenses inconsidérées pour laisser sa marque dans différents programmes, comme dans le domaine de la santé ou pour améliorer la situation des autochtones et des enfants défavorisés, d'autant plus que Paul Martin n'est plus aux commandes des finances pour lui imposer un peu plus de retenue et que l'actuel premier ministre se montre toujours favorable à des interventions accrues de l'État.

Ce qui veut dire finalement que le Parti libéral canadien est engagé dans une longue lutte pour la direction du parti. Afin d'éviter de cruels affrontements, Jean Chrétien pourrait songer à réintégrer Paul Martin dans les rangs du Conseil des ministres et le lier ainsi par la solidarité ministérielle. Après l'avoir évincé du cabinet, M. Chrétien ne peut poser un tel geste. De toute façon, M. Martin préfère certainement avoir les coudées franches et faire campagne



Selon le professeur de sciences politiques, Réjean Pelletier, M. Chrétien aurait dû remettre sa démission pour février 2003.

en exposant sa vision et ses orientations politiques plutôt que d'être bâillonné par son chef.

La situation est certainement plus difficile pour les autres aspirants membres du cabinet. Ils ne peuvent trop se démarquer des politiques de leur chef, ce qui signifierait un désaveu de ces politiques. Ils doivent donc se contenter de se faire valoir le plus possible par des projets novateurs acceptables au premier ministre, projets qui seraient susceptibles de les placer à l'avant-scène politique et de les rendre plus populaires auprès des militants du parti et de l'électorat. Par ailleurs, il leur est interdit, pour le moment, de monter une solide organisation et d'amasser les fonds nécessaires pour faire bonne figure dans la course à la direction du parti.

Et si Jean Chrétien profitait de ces dix-huit mois pour essayer de trouver « une vedette » à l'extérieur du parti, capable d'apporter des idées nouvelles acceptables au PLC et représentant une nouvelle génération, plus jeune, de politiciens, coupant ainsi l'herbe sous le pied à Paul Martin et aux autres?

On ne peut aussi s'empêcher de souligner qu'en quittant en 2004, M. Chrétien laisse peu de temps à son successeur pour imprimer sa marque à la tête du gouvernement et affronter l'électorat dans les meilleures conditions possibles. Ce qui nous fait mieux comprendre le sens des propos tenus par le premier ministre, à son arrivée à Saguenay, en référence à la situation de Kim Campbell, une « étoile montante » dont la popularité s'est rapidement écroulée.

Comme on l'a déjà amplement souligné, M. Chrétien vient de poser un geste tout à fait inusité dans le monde politique. Il est vrai, toutefois, qu'il n'avait plus vraiment le choix, compte tenu de la dissension qui s'installait de plus en plus dans le parti et des sondages montrant que la population canadienne souhaite maintenant son départ.

Dans ces circonstances, pourquoi ne pas avoir annoncé sa démission pour février 2003? M. Chrétien se serait-il trompé d'une année en faisant connaître la date de son départ?

Rien à gagner d'un couronnement!

Moins de 24 heures après l'annonce du départ du premier ministre Chrétien à Saguenay, le maraudage avait déjà débuté auprès de ses partisans, députés et ministre, ainsi que leur personnel politique. Même si la course à la succession de M. Chrétien ne trouvera sa conclusion que dans 18 mois, l'équipe de Paul Martin cherche déjà à consolider son avance en s'attachant à la loyauté d'un plus grand nombre possible de libéraux. C'est une démarche tout à fait normale, et on peut prévoir que les autres candidats feront de même rapidement, dès qu'ils se seront remis de leurs émotions.

Indépendamment du mérite des candidats, les libéraux ont tout intérêt à éviter un trop grand empressement. Ceux qui ont vécu le couronnement de John Turner, en 1984, pourraient conseiller leurs cadets sur le sujet.

LE CAS TURNER

John Turner n'était pas le dauphin de Pierre Trudeau. Mais son nom était sur toutes les lèvres. Il était l'enfant chéri des médias. « The king to be » avait titré un grand magazine torontois, avec une photo à la une. Sa popularité n'était pas basée sur une connaissance approfondie de l'homme, mais sur le souvenir d'un beau profil d'un ancien montréalais bilingue, qui avait trouvé fortune et respect à Toronto. Bref, la vedette idéale pour un parti comme celui des libéraux, constamment à la recherche de candidats capables de parler à tout le pays, et surtout dans les deux langues officielles.

John Turner était tellement le favori que les membres les plus influents du cabinet et du caucus se sont rangés derrière lui dès le départ, avant même de l'entendre présenter son plan d'action. Son adversaire du temps était Jean Chrétien... On raconte que Pierre Trudeau en personne est intervenu pour convaincre quelques ministres et députés de donner leur appui au candidat du Québec. Pierre de Bané fut le premier à « signer » dans le camp Chrétien. Les ministres prestigieux comme André Ouellet, Francis Fox, Serge Joyal allèrent du côté de Turner.

Mais le John Turner de 1984 n'était pas celui de 1975. On connaît la suite. Victoire serrée au leadership, et défaite humiliante aux mains de Brian Mulroney. Les libéraux avaient couronné le mauvais candidat.

La situation actuelle est bien différente. Paul Martin, favori sur la ligne de départ, n'a pas été absent de la politique pendant 9 ans comme John Turner. C'est un politicien aguerri qui connaît les rouages du pouvoir et qui a mis le temps et la discipline nécessaires pour bâtir une solide organisation dans toutes les provinces canadiennes.

Mais M. Martin demeure toujours une donnée inconnue au poste de premier ministre. Tout comme dans les politiques nouvelles qu'il voudrait mettre de l'avant s'il prend le pouvoir. Une véritable course au leadership pourrait nous donner un aperçu de ses projets et de ses ambitions. Mais une véritable course est impossible sans adversaires crédibles. John Manley, Alan Rock ou Sheila Copps ne seront pas pris au sérieux et ne sauront provoquer de débats solides s'ils n'ont pas les appuis nécessaires pour menacer Paul Martin.

LA NÉCESSITÉ D'UN DÉBAT

Les libéraux, qui n'ont pas encore donné leur allégeance à M. Martin et qui croient vraiment en la nécessité d'un autre grand débat sur les politiques du parti libéral, n'ont donc pas intérêt à se ranger rapidement. À cette étape, ceux qui le feront par simple ambition personnelle, dans l'espoir d'obtenir un jour les faveurs du gagnant, sont bien naïfs. Si Paul Martin montre un jour de la reconnaissance à l'endroit de ses partisans, ce sera d'abord à l'endroit de ceux qui l'ont supporté depuis longtemps, pendant toutes ces années où il a bâti son organisation, malgré les embûches du premier ministre et de ses collègues du cabinet.

De toute manière, il reste 18 mois avant le choix du prochain chef du Parti libéral. Si les libéraux veulent éviter un couronnement comme ceux qui ont porté Jacques Parizeau, Lucien Bouchard, Bernard Landry ou Jean Charest, ils doivent résister aux avances trop pressées. Après tout, il doit bien avoir d'autres candidats de valeur au sein de ce parti.



Gilbert Lavoie
GLavoie@lesoleil.com

L'Université Laval

AU CŒUR DE VOTRE QUOTIDIEN

UNIVERSITÉ
LAVAL
Appréhender l'Infini. Amarrer le monde.

UNE COLLECTION UNIQUE DE VIRUS VA RESTER À LAVAL

La collection de virus Félix-d'Hérelle, dont le transfert vers les États-Unis était déjà amorcé, restera finalement à l'Université. Un professeur du Département de biochimie et de microbiologie, Sylvain Moineau, a décidé de s'en porter acquéreur «afin d'éviter que Laval ne perde cette collection unique au monde, une collection qui fait partie intégrante de notre patrimoine», explique-t-il. La collection Félix-d'Hérelle a été patiemment mise sur pied par le professeur Hans Wolfgang Ackermann, de la Faculté de médecine, au fil de trois décennies. Elle contient quelque 420 espèces de bactériophages (des virus qui s'attaquent aux bactéries) provenant des quatre coins du monde. Il s'agit de l'une des deux plus importantes collections du genre sur la planète. À la retraite depuis l'automne 2001, Hans Wolfgang



Sylvain Moineau en compagnie de Isabelle Boucher, étudiante au doctorat en microbiologie.

la collection risquait de quitter l'Université, je me suis dit qu'on ne pouvait pas laisser partir ça. C'est un élément important de notre patrimoine scientifique», insiste Sylvain Moineau. Spécialiste des bactéries et des virus du lait, le chercheur possède déjà une petite collection de phages et donc, l'équipement requis pour cultiver des microorganismes. «Il faudra cependant agrandir nos installations pour accueillir la collection Félix-d'Hérelle, mais le Vice-rectorat à la recherche et le Département de biochimie et de microbiologie nous ont assuré leur soutien financier pour la première année.»



Hans Wolfgang Ackermann a généré une collection reconnue mondialement.

Le vice-recteur à la recherche par intérim, Luc Trahan, confirme que l'Université versera 25 000 \$ en fonds de démarrage et que le Département de biochimie et de microbiologie ajoutera 10 000 \$. «L'appui du Vice-rectorat pourrait être prolongé par la suite, si le besoin s'en fait sentir, avance-t-il. La valeur de cette collection est reconnue mondialement et ce patrimoine doit demeurer à l'Université.»

Mentionnons qu'une copie de toutes les bactéries de la collection prendra le chemin du Centre de recherche en infectiologie, à la demande de son directeur, Michel Bergeron.

Virus sur le Web

Fidèle à la philosophie du professeur Ackermann, Sylvain Moineau veut maintenir la politique de distribution à faibles coûts des virus à la communauté scientifique internationale. Alors que l'ATCC exige 185 \$ US pour un échantillon de phage/bactérie, la collection Félix-d'Hérelle les vend 25 \$ US à travers le monde, et 25 \$ CA pour les chercheurs du pays. «Nous voulons cependant annoncer de façon plus large, sur le Web, les services offerts par la collection afin d'accroître la demande, précise Sylvain Moineau. Nous voulons également utiliser les photos et la documentation extraordinaires amassées par le professeur Ackermann pour réaliser un site Web qui servira de matériel pédagogique dans nos cours.»

Hans Wolfgang Ackermann continuera de collaborer au développement de la collection. «Il a codirigé ma thèse de doctorat et c'est lui qui m'a montré comment manipuler et cultiver des phages, souligne Sylvain Moineau. Ses connaissances sur la culture des bactériophages et son expertise en microscopie électronique sont essentielles pour nous.»

Un jeune microbiologiste reprend le flambeau tendu par son ancien maître

Ackermann avait entrepris, faute de relève, le transfert de sa collection vers l'ATCC (American Type Culture Collection), une firme privée américaine qui vend des cultures de microorganismes à travers le monde. «La collection que j'ai montée est une ressource unique au monde, expliquait-il au *Fil*, en janvier dernier, pour justifier sa décision. Elle contient des virus qui ne se retrouvent nulle part ailleurs. Il fallait la conserver pour la science, même si ça impliquait son départ vers les États-Unis.» Le transfert de la collection vers l'ATCC a toutefois été suspendu depuis, confirme le professeur Ackermann.

Un trésor biologique

Les centres de référence, comme la collection Félix-d'Hérelle, sont indispensables à la recherche en microbiologie, puisqu'il faut des espèces bien identifiées et des cultures pures pour réaliser des travaux fiables. «Quand j'ai appris que

Un autre lien avec la Gaspésie



L'atelier/séminaire en création picturale de l'École internationale d'été de Percé s'est déroulé dans un cadre enchanteur. Première rangée: Rita Thivierge, Violette Goulet, Carmen Lambert et Carole Arbic. Deuxième rangée: Louise Lippé-Chaudron, Serge Delisle, Helen Faber, Alexandre David (professeur), Christine Vallée, Francine Paquin, Marie-Josée Tommi, Henriette Cyr (coordonnatrice de l'École) et France Tapp.

Première étape réussie pour l'École internationale d'été de Percé en arts visuels et en architecture

Les liens entre l'Université et la Gaspésie se consolident. Une autre étape en ce sens vient d'être franchie, avec la tenue de la première activité de la toute nouvelle École internationale d'été de Percé en arts visuels et en architecture de l'Université Laval. Du 15 au 26 juillet, onze personnes ont suivi à cet endroit un cours de perfectionnement de deuxième cycle en arts visuels, axé sur les différentes notions de paysage. Selon Claude Dubé, doyen de la Faculté d'aménagement, d'architecture et des arts visuels (FAAAV), cet atelier/séminaire en création picturale (dessin et peinture) a autant mis l'accent sur la réflexion que sur la création. «Ce cours, précise-t-il, vise à permettre, à qui a une formation de base reliée aux arts visuels, de pouvoir se perfectionner et de baigner dans un milieu stimulant qui l'amène à aller plus loin.» Selon le doyen, la présence de l'École à Percé se veut une contribution au développement de la région gaspésienne. «Percé, rappelle-t-il, était un lieu très dynamique sur le plan artistique dans les années 1970. Nous voulons en quelque sorte lui permettre de retrouver une partie de son rayonnement passé.»

Une expérience intense

L'École est une initiative de la FAAA. Il aura fallu environ quatre ans de préparation et de concertation avec divers intervenants, entre autre la Fondation Héritage canadien du Québec, avant de voir le projet aboutir. La Fondation est propriétaire de la villa Frederick-James où se donnait l'atelier/séminaire. Située au sommet du mont Joli, cette magnifique résidence datant du 19^e siècle avait été construite par le peintre américain du même nom. Elle offre un point de vue spectaculaire sur Percé, le golfe Saint-Laurent et le rocher Percé.

Helen Faber, une artiste de la région de Québec, était à Percé cet été. Elle qualifie son expérience d'intense, d'intensive et de très

riche. «Il y avait beaucoup de travail du matin jusqu'au soir, dit-elle. Ce fut une expérience humaine, avec des inconnus qui avaient un point en commun qui ralliait tout le monde: la pratique de l'art. Les ateliers étaient au même endroit. Nous étions comme dans un huis clos.» Dans ce milieu non conventionnel semblable à une classe de maître, la théorie, la pratique en atelier et la mise en commun structuraient le quotidien. Selon Helen Faber, il est essentiel pour un artiste d'échanger sur sa pratique avec des pairs. «À toujours vivre dans leur atelier, indique-t-elle, certains se sentaient un peu à part de ce qui se passe en art contemporain. Or, ils se sont rendu compte qu'ils sont très actuels.»

Alexandre David, chargé de cours à l'École des arts visuels, a beaucoup aimé son expérience d'enseignant à Percé. Son séminaire avait pour thème «la beauté et le sublime». «Un séminaire intensif, dit-il, qui se poursuit d'une journée à l'autre et permet une réflexion intellectuelle différente de celle générée par un séminaire espacé présenté une fois par semaine. Ce n'est pas meilleur, mais c'est complémentaire.»

Un réceptacle

Dès l'été 2003, l'École offrira trois cours, dont un en architecture. D'ici quelques années, huit cours intensifs devraient être offerts à Percé entre les mois de mai et septembre. «L'École pourra offrir différents types de cours, c'est un réceptacle, explique Claude Dubé. La Faculté a comme objectif de créer des microprogrammes. On veut en créer un ou deux qui puissent se donner à Percé.» À l'instar de ce qui se fait ailleurs, l'École véhicule l'idée que l'on peut consacrer une partie de ses vacances à se ressourcer sur le plan professionnel, et ce, dans un contexte des plus agréables.

YVON LAROSE

Laval, leader au Québec en OPL

La Faculté des sciences et de génie reçoit 2,6 millions de dollars du Programme d'appui à la formation de la main-d'œuvre dans le domaine de l'optique, de la photonique et du laser (PAFO) géré par le gouvernement du Québec. Ce programme du ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC), dont bénéficient également le Cégep André-Laurendeau, le Cégep de La Pocatière et l'Institut international des télécommunications (IIT), veut satisfaire aux besoins de main-d'œuvre spécialisée des entreprises québécoises en OPL, augmenter le nombre de diplômés dans les programmes de formation et favoriser la création d'un solide réseau de formation au Québec.

L'Université Laval deviendra le maître d'œuvre pour la gestion et la promotion d'une offre intégrée de formation dans le domaine de l'OPL pour l'ensemble du Québec. Sa Faculté des sciences et de génie (FSG) mettra au point un programme de certificat, achètera de nouveaux équipements et aménagera les locaux nécessaires pour offrir le nouveau programme à Québec et à Montréal. Les clientèles visées par ce programme de certificat sont notamment les diplômés en sciences et en génie, les scientifiques professionnels ayant les préalables requis et toutes les personnes intéressées ayant un emploi ou étant en cours de perfectionnement professionnel. Rappelons que la Faculté



La Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval a la plus longue tradition d'enseignement en optique, photonique et laser au Canada.

des sciences et de génie de l'Université Laval possède la plus longue tradition d'enseignement en optique, photonique et laser au Canada.

Le réseau intégré de formation en OPL a déjà commencé à prendre forme, puisqu'une entente entre l'IIT et l'Univer-

sité Laval a été conclue. Cette entente prévoit le partage des connaissances et des ressources entre les deux organismes. Une invitation a aussi été lancée par le MIC et l'Université Laval aux différents partenaires du milieu de la formation, pour la mise en place du réseau.

JEAN HAMANN

Campus express

BRIÈRE ET PIGEON SUR LES RANGS

Le doyen de la Faculté de foresterie et de géomatique, Denis Brière, et le doyen de la Faculté des sciences et de génie, Michel Pigeon, sont, à l'heure actuelle, les deux premiers membres de la communauté universitaire à avoir fait connaître publiquement leur intention de participer, comme candidats, à l'élection au rectorat du 15 octobre prochain, le premier, par la voix du quotidien *Le Soleil*, le 25 juin, le second, par une lettre qu'il a fait parvenir aux membres de la communauté universitaire, le 21 août.

Denis Brière se définit lui-même comme un homme d'action, «un homme de résultats qui aime relever les défis» et très engagé dans son milieu (il est membre d'une douzaine de conseils d'administration tant au Québec qu'au Canada). Il devrait rendre public le contenu de son programme lorsque la campagne électorale aura officiellement été lancée.

Michel Pigeon croit, de son côté, être en mesure d'aider l'Université à affronter les défis à venir, en raison de son expérience de l'enseignement, de la recherche et de la gestion. Il compte également faire de l'Université Laval un établissement ouvert à sa région, au monde, au développement technologique et aux débats sur les grands enjeux du 21^e siècle.

Pierre Moreau, ex-doyen de la Faculté des sciences et de génie, qui avait recueilli le plus grand nombre de votes sans pour autant être élu au sens où l'entendent les statuts de l'Université, lors de l'élection tenue le 3 avril dernier, a fait savoir, pour sa part, dans un texte publié par le quotidien *Le Soleil*, le 6 août, qu'il ne sera pas sur la ligne de départ de la prochaine course au rectorat.



Denis Brière



Michel Pigeon

Photos Marc Robitaille

120 000 \$ POUR CONTRER LES MALADIES DE L'ŒIL

La Fondation des maladies de l'œil a annoncé récemment l'octroi de 120 000 \$ au Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université Laval, pour la réalisation de deux projets de recherche en ophtalmologie. Le premier projet porte sur le glaucome, une maladie qui cause une atteinte irréversible du nerf optique, entraînant une perte graduelle des champs visuels. Ce projet, conduit par Vincent Raymond, en collaboration avec Jean Morissette, vise à dresser une cartographie des gènes associés au glaucome et à la microphthalmie/nanophthalmie. À court terme, il permettra de développer de nouveaux tests de dépistage pour les membres des familles atteintes. À moyen et à long terme, il aura un impact majeur sur la compréhension de cette maladie. Le second projet, mené par Sylvain Guérin, Christian Salesses et Éric Petitclerc, porte sur les gènes responsables du cancer de l'œil. Les traitements actuellement disponibles pour les patients ne permettent pas d'empêcher la dispersion des métastases vers le foie. Ce projet de recherche permettra d'identifier un ou plusieurs gènes responsables de l'expansion du cancer vers le foie. Il pourrait également conduire à un dépistage précoce des métastases hépatiques secondaires. Depuis sa création en 1979, la Fondation des maladies de l'œil a versé près de 1,5 million de dollars dans des projets de recherche universitaire au Québec.



Première rangée: Fernand Labrie, directeur du Centre de recherche du CHUL, Christian Salesses, Vincent Raymond et Raynald Rochette, secrétaire-trésorier de la Fondation des maladies de l'œil. Deuxième rangée: Éric Petitclerc et Sylvain Guérin.

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE HONORE FRANÇOIS TAVENAS

À la veille de quitter ses fonctions de recteur, le 4 juillet dernier, François Tavenas a reçu, des mains du consul général d'Allemagne au Québec, Helmut Göckel, au nom du Président fédéral, Johannes Rau, la Croix de Commandeur de l'Ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne. Cette décoration, qui est l'une des plus élevées en Allemagne, lui a été remise lors d'une cérémonie tenue au Cercle de la Garnison de Québec, afin de souligner son apport à la coopération scientifique entre le Québec, le Canada et l'Allemagne. «Le président de la République fédérale d'Allemagne vous a décerné cette décoration en reconnaissance de vos mérites rendus aux relations canado-allemandes. Par vos efforts dans le domaine des échanges de professeurs et d'étudiants du Québec et de l'Allemagne et dans le domaine de la collaboration avec les universités et les institutions de recherche allemandes, vous avez énormément contribué aux bonnes relations entre l'Allemagne et le Canada, et plus particulièrement entre l'Allemagne et le Québec» a tenu à préciser le consul général d'Allemagne au Québec. En décernant cette distinction, le Président fédéral souhaite attirer l'attention de l'opinion publique sur des mérites acquis au service de la collectivité, auxquels il attache une importance particulière. Créé en 1951, l'Ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne (Bundesverdienstkreuz) est la seule distinction honorifique générale et, par conséquent, la récompense la plus élevée destinée à honorer des mérites acquis au service du pays et de la collectivité. L'Ordre du Mérite est attribué à des citoyens allemands et étrangers en récompense des mérites acquis dans les domaines politique, économique, social et intellectuel ainsi que des mérites particuliers acquis au service de la République fédérale d'Allemagne.



Le consul général d'Allemagne au Québec, Helmut Göckel, en compagnie du recteur François Tavenas, le 4 juillet dernier.

DÉMONSTRATIONS D'ARTS MARTIAUX ET DE DANSE

Afin de répondre aux besoins de sa clientèle, le PEPS organise deux importantes démonstrations d'arts martiaux et de danse. La première compte huit arts martiaux qui seront présentés au public: aikido, iaido, karaté shotokan, kendo, kung fu, tai chi, tai jitsu et judo. Chaque professeur avec ses élèves démontreront leur savoir-faire et seront par la suite disponibles pour répondre à toutes vos interrogations. L'événement a lieu le jeudi 5 septembre à 19 h 30 au grand gymnase du PEPS. Quant aux amateurs de danse, ils pourront, le mercredi 4 septembre à 20 h au grand gymnase, voir défiler sous leurs yeux des chorégraphies de toutes sortes: ballet classique, ballet-jazz, street dance, danses latines, danse moderne, swing et break dance! Voilà l'occasion idéale pour faire votre choix parmi les cours offerts à l'automne. De plus, à la fin de la session, un spectacle est organisé et tous les groupes ont le loisir d'y participer! À noter que l'entrée à ces démonstrations est gratuite.



Le contenu de ces pages est produit et édité par le Service des communications de l'Université Laval. Visitez Alérion, le site Web de l'Université Laval, à l'adresse suivante: <http://www.ulaval.ca>

DON DE 2,5 M\$ DE JEAN COUTU À LA FACULTÉ DE PHARMACIE

Le président du conseil d'administration et chef de la direction du Groupe Jean Coutu, Jean Coutu, annonçait, le 25 juin dernier, un don de 2,5 millions de dollars qui servira à financer une partie des coûts reliés à la réfection du pavillon Ferdinand-Vandry, lequel abrite les sciences de la santé (pharmacie, sciences infirmières, médecine). Le don de Jean Coutu à la Faculté de pharmacie est l'un des plus importants jamais faits à l'Université Laval par un individu, du vivant de celui-ci.

Les travaux, qui devraient débuter en 2003, visent l'agrandissement et la rénovation de l'aile destinée à la Faculté de pharmacie. Ils permettront à celle-ci d'accueillir un plus grand nombre d'étudiants et d'étudiantes au baccalauréat et d'améliorer les espaces réservés à la formation pratique. Ce projet a été rendu nécessaire, d'une part en raison de la pénurie de pharmaciens provoquée par les changements qui touchent le système de santé et d'autre part, à cause d'une volonté de répondre plus adéquatement et plus rapidement aux besoins des différentes clientèles.

Les nouvelles installations offriront l'espace nécessaire pour accueillir et former 160 étudiants et étudiantes par année, comparativement à 140 dans les conditions actuelles. L'aile sera construite de façon à recevoir un nombre encore plus élevé d'étudiantes et d'étudiants si les besoins de main-d'œuvre professionnelle en pharmacie le requièrent.

L'Université Laval a toujours su être à l'écoute des besoins de formation dans les différents secteurs de la société québécoise et, tout particulièrement, dans le domaine des sciences de la santé. La rénovation et l'agrandissement du pavillon Ferdinand-Vandry permettra de mieux répondre aux besoins accrus de formation en médecine, en pharmacie et en soins infirmiers. Ils permettront aussi de renforcer la coopération entre ces trois facultés et ainsi d'accroître la qualité de la formation et de préparer les futurs diplômés à travailler dans des équipes multidisciplinaires de services de santé. La concertation avec les milieux

professionnels de la pharmacie et, tout particulièrement, avec le Groupe Jean Coutu, permettra à la Faculté de pharmacie de renforcer la pertinence et la qualité de ses programmes de formation et de recherche.

La Faculté de pharmacie accueille présentement près de 600 étudiants de premier, deuxième et troisième cycles. Plus de 80% des étudiants de premier cycle s'orientent vers la pratique de la pharmacie communautaire. Parmi les étudiants de deuxième cycle, 80 sont inscrits à une formation spécialisée en pharmacie communautaire.



Monique Richer, doyenne de la Faculté de pharmacie, Jean Coutu, président du conseil d'administration et chef de la direction du Groupe Jean Coutu, et le recteur François Tavenas, en juin dernier.

Hommage à Georges-Henri Lévesque

Dévoilement d'un buste du fondateur de la Faculté des sciences sociales

Le 14 août, en présence du premier ministre du Québec, Bernard Landry, et du président du Conseil privé et ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Stéphane Dion, a eu lieu, entre le pavillon Jean-Charles-Bonenfant et le pavillon Charles-De Koninck, le dévoilement d'un buste du père Georges-Henri Lévesque, o.p., œuvre du peintre-sculpteur Léonard Simard.

Le dominicain Georges-Henri Lévesque (1903-2000) a été le fondateur et le premier doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Dès les années 1940, cette faculté connut grâce à lui un rayonnement considérable, tant par l'éducation populaire qu'elle offrit très largement à travers ses cours du soir, que par la formation, dans le cadre de ses cours réguliers, d'une nouvelle élite intellectuelle qui allait envahir progressivement la scène politique, sociale et économique québécoise et instaurer ce qu'il sera plus tard convenu d'appeler la Révolution tranquille. Le père Lévesque a également fondé le Conseil de la coopération du Québec et l'Université nationale du Rwanda. Il fut membre de la Commission d'enquête sur la jeunesse canadienne, de la Commission royale Massey-Lévesque sur les arts, les sciences et les lettres au Canada, président de l'Association canadienne de science



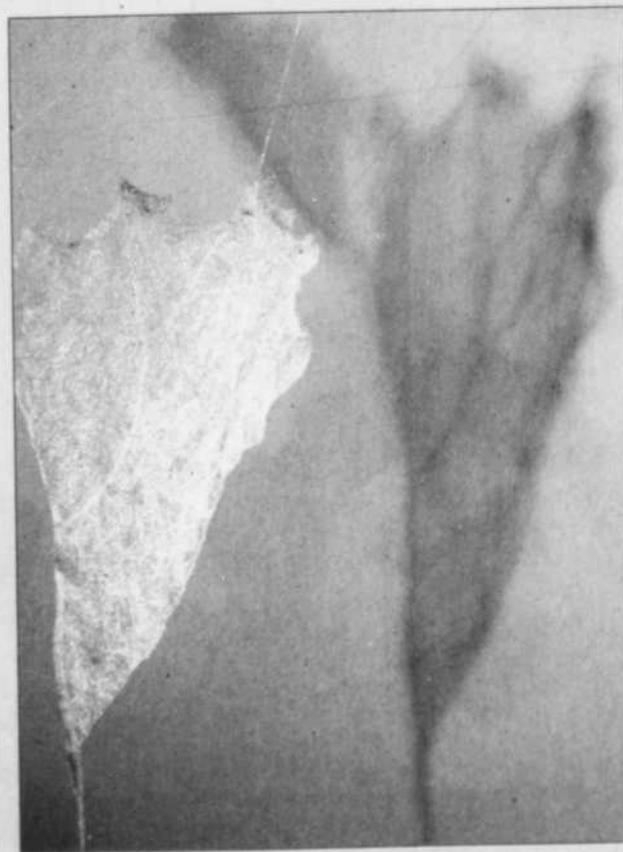
Le vice-recteur exécutif et recteur par intérim, Claude Godbout, le premier ministre du Québec, Bernard Landry, et le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Stéphane Dion, lors du dévoilement du buste du père Georges-Henri Lévesque, le 14 août dernier.

politique et vice-président du Conseil des arts du Canada. L'hommage du 14 août, qui se tenait dans le cadre des Grandes Fêtes de l'Université Laval, s'est poursuivi au Manoir Montmorency, où l'on a

procédé au lancement d'un ouvrage collectif, rédigé par une quarantaine de disciples du père Lévesque l'ayant côtoyé régulièrement au cours de leur formation ou dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTS VISUELS

Comme Ariane et Pénélope



Une feuille morte, celle d'un peuplier, a servi de point de départ à cette œuvre de grandes dimensions exposée aux Ateliers du roulement à billes. Les nervures de la feuille sont ici devenues un ensemble de lignes entrelacées, confectionnées à l'aide de filaments de cuivre. En étant suspendue dans les airs, la pièce souligne l'aspect aérien de la ligne. Quant à la lumière, elle métamorphose l'image de l'œuvre en la prolongeant sur les murs.

Jusqu'au 1^{er} septembre, Brigitte Viens, finissante à la maîtrise en arts visuels, convie le grand public à son exposition de fin de maîtrise intitulée «Comme Ariane et Pénélope». Dans une des salles des Ateliers du roulement à billes, à Québec, les visiteurs pourront voir deux œuvres réalisées par l'artiste au cours des dernières années. Faites à l'aide d'un seul matériau, de surcroît fragile, le filament de cuivre, ces pièces sont le fruit d'un nombre incalculable d'heures de travail ayant nécessité beaucoup de patience et une grande attention aux détails. «Je pense que ma démarche est très pertinente avec les personnages du titre de l'exposition, explique Brigitte Viens. Comme Pénélope, je fais et parfois je suis obligée de défaire.» On se rappellera que Pénélope, l'épouse du roi d'Ithaque, Ulysse, a tenu à distance les prétendants au trône de son mari absent en défaisant la nuit son travail de tapisserie effectué durant le jour. Quant à Ariane, elle avait donné à Thésée une pelote de fil qui l'aida à retrouver son chemin dans le Labyrinthe, après qu'il eût tué le Minotaure.

Un aspect aérien

La première œuvre, large d'environ huit mètres et constituée d'une infinité de lignes, tient dans les airs au moyen de chaînettes. Les visiteurs peuvent en faire le tour. Un éclairage savamment étudié projette des ombres sur les murs. «Chaînettes et ombres projetées font partie de l'œuvre, la prolongent encore, permettent un autre regard, indique Brigitte Viens. En étant suspendue, la pièce fait ressortir l'aspect aérien de la ligne. C'est fin, mais ça a une certaine épaisseur. Cela semble léger, mais cela a un poids.»

L'exposition «Comme Ariane et Pénélope» se tient aux Ateliers du roulement à billes, porte 336 de la rue de Sainte-Hélène, à Québec, tout près de l'Édifice de La Fabrique. Les heures d'ouverture sont du lundi au dimanche de 12 h à 17 h, et le jeudi de 12 h à 21 h.

YVON LAROSE

Le lustre perdu du centre spatial Kennedy

PASCAL BAROLLIER
Agence France-Presse

■ WASHINGTON — Vitrine high-tech dans les années 60, le centre spatial Kennedy près de Cap Canaveral (Floride) qui permit d'envoyer des hommes sur la Lune est aujourd'hui frappé par le vieillissement et l'usure, source de retards à répétition pour le lancement des navettes spatiales américaines.

Par trois fois au moins cette année, la NASA a dû repousser ses lancements en raison de défaillances d'équipements qui, pour la plupart, datent du programme Apollo. Hier encore, la NASA a annoncé que le lancement de la navette Columbia était remis à janvier.

Elles-mêmes clouées au sol jusqu'au début octobre pour cause de réparation de fissures dans leurs conduits d'alimentation en carburant, les navettes n'auraient de toute façon pas pu être lancées avant la réparation d'autres craquelures, découvertes en août, dans les deux énormes plates-formes mobiles à chenilles utilisées pour transporter les navettes jusqu'aux deux pas de tir.

En avril, c'est la base de l'un de ces pas de tir, mise en service pour lancer les fusées Saturne-5 du programme Apollo, qui a flanché à quelques heures du décollage de la navette Atlantis.

La panne était due à la rupture d'une conduite servant à évacuer l'excédent d'hydrogène pendant le remplissage du réservoir de la navette. Les ingénieurs de la NASA avaient été contraints de reporter le lancement d'une semaine pour laisser travailler les plombiers.

Les incidents causant des retards de lancement ne sont qu'une fraction des pannes qui font le quotidien du centre

Les incidents causant des retards de lancement ne sont qu'une fraction des pannes qui font le quotidien du centre spatial, un complexe qui couvre 57 000 hectares et comprend 489 immeubles et 291 structures.

« Ces éléments d'actif, comme la navette elle-même, sont vieillissants. L'entretien et l'amélioration de ces infrastructures ont été repoussés. Malheureusement, au lieu de s'améliorer, la situation empire chaque année. Si les réparations continuent à être retardées, on atteindra un point de non-retour », avertit dans un rapport le Conseil pour la sécurité aérospatiale, composé d'experts indépendants chargés par une loi de 1968 du suivi de la NASA.

HAUT NIVEAU D'INQUIÉTUDE

En mars 2002, dans une lettre d'accompagnement adressée au patron de la NASA, Sean O'Keefe, le président de ce Conseil, Richard Blomberg, soulignait : « Ce rapport traduit un haut niveau d'inquiétude ».

En avril, après sa démission du Conseil, le même Blomberg s'exprimait plus ouvertement encore devant la commission scientifique de la Chambre des représentants : « Je n'ai jamais été aussi inquiet pour la sécurité de la navette spatiale qu'aujourd'hui. Mon instinct me suggère que l'approche actuelle sème les graines d'un danger futur ».

Et dans un livre blanc datant de juin, le Conseil pour la sécurité constatait une nouvelle fois que « les fonds ne sont pas disponibles pour réduire significativement le retard pris dans l'entretien et les réparations. Ce retard grandissant augmente le risque qui pèse sur le fonctionnement ».

Interrogé mercredi au siège de la NASA à Washington, le porte-parole Ed Campion a admis que « nous devons nous fixer des priorités chaque année avec un budget limité et traiter les problèmes dans cet ordre. Quand des problèmes comme la plate-forme mobile (transportant la navette) surviennent, ils montent dans les priorités ».

Mais selon M. Campion, « il existe un engagement sérieux de l'agence à entretenir des infrastructures uniques, dans le cadre de l'intérêt national ».

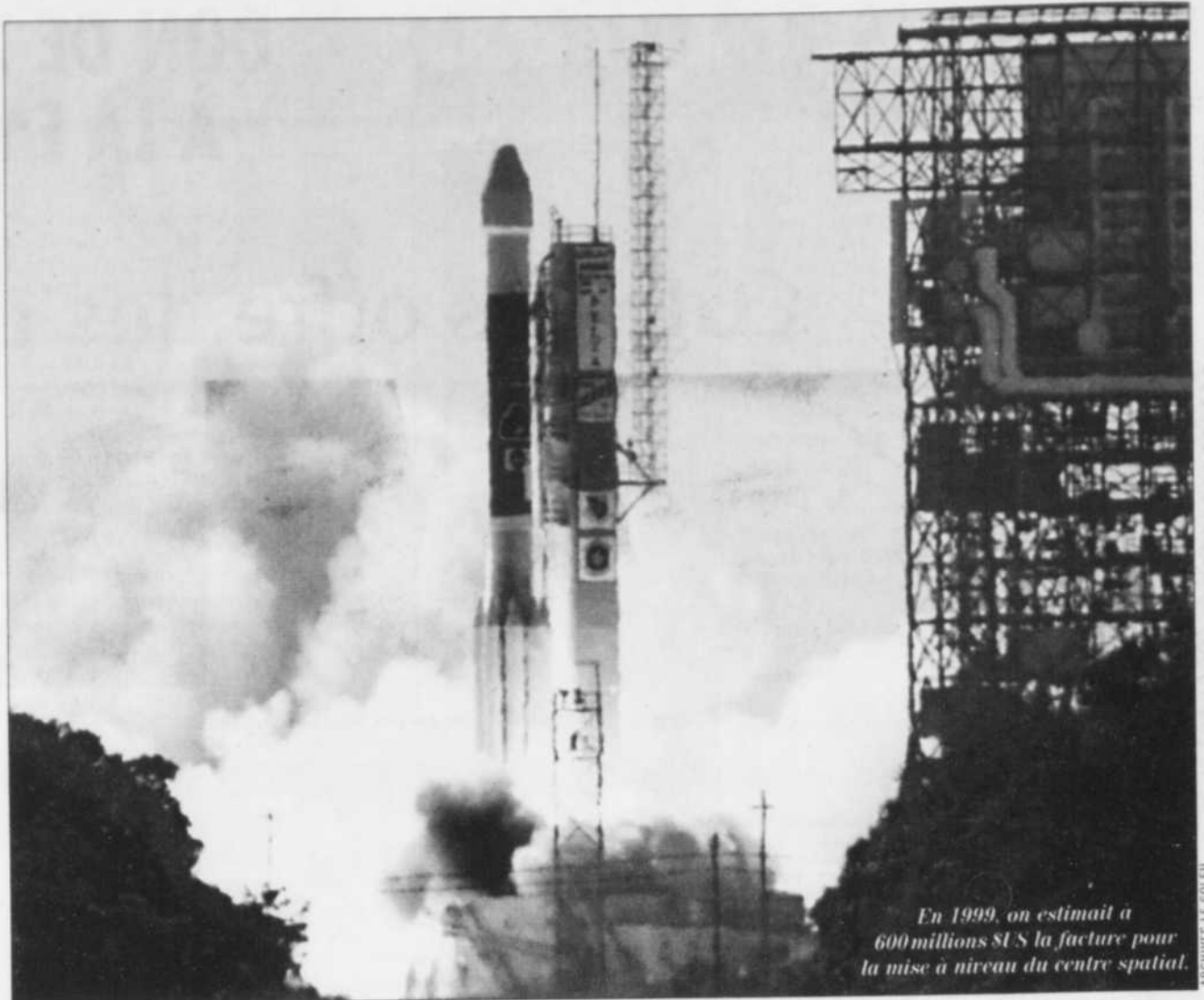
Au centre spatial Kennedy, le porte-parole George Diller a précisé mercredi que les réparations en cours sur la plate-forme devraient permettre le lancement de la navette Atlantis « vers le 3 ou 4 octobre ». Il a déclaré ne pas être en mesure de fournir de chiffres sur le budget global qui serait nécessaire pour mener à bien les réparations qui s'imposeraient à Cap Canaveral.

Une estimation de la NASA datant de 1999 plaçait à plus de 600 millions \$US les besoins pour la mise à niveau du centre spatial.

Une enveloppe sans commune mesure avec les 75 millions \$US consa-

crés à l'infrastructure dans le budget 2003 de la NASA concocté M. O'Keefe, un fin gestionnaire placé à la tête de l'agence spatiale par George W. Bush à la fin 2001 avec pour mission de faire des économies.

De fait, le budget proposé de 15 milliards \$US pour l'ensemble des programmes NASA en 2003 est égal à celui de l'année en cours, ce qui représente une baisse d'environ 3%, compte tenu de l'inflation.



En 1999, on estimait à 600 millions \$US la facture pour la mise à niveau du centre spatial.

messages textes

restaurants

sports

jouez à plus de 100 jeux

horaire des vols

indications routières

cinéma

canada 411

courriel

renseignez-vous

cotes boursières

messagerie instantanée (MI)

Des téléphones qui en font plus. Ça c'est cool.

Vous faites beaucoup plus que parler grâce à nos téléphones cool exclusifs. Entre autres, vous pouvez maintenant jouer à des jeux, échanger des messages textes avec vos amis et même vérifier la circulation. De plus, à l'achat de tout téléphone SCP, vous bénéficiez de 2 mois gratuits de messagerie textuelle illimitée*. Pour en savoir plus, appelez au 1 888 810-5555 ou visitez telusmobilité.com. L'offre est valable dans toutes les boutiques TELUS Mobilité et chez tous les marchands et détaillants autorisés. Le futur est simple™.

TELUS
mobilité™

Magasinez en ligne à telusmobilité.com ou appelez-nous au 1 888 810-5555.

FUTURE SHOP

LA MAISON TÉLÉPHONIQUE

EX-6065

COMPLÉTEMENT

Zelus

Compu-Serv

STEREQ

Centre du Réseau

Maison Sony

WAL-MART

*Nouvelles mises en service seulement. Offre en vigueur jusqu'au 30 septembre 2002. © 2002 SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE. ™TELUS Mobilité, le logo TELUS Mobilité et telusmobilité.com sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de TELUS Corporation. Le futur est simple et...
 † Des téléphones qui en font plus. Ça c'est cool. † sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de Clearnet Inc.

101481
BOUTIQUES TELUS MOBILITE ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS
QUÉBEC

- Les Galeries de la Capitale
Place Fleur-de-Lys
Place Laurier
Communication B.V. Inc.
670, rue Bouvier, local 108
F.M. Électroniques
41, rue Saint-Vallier Est
- Beauport
Cité Sans-Fi
386, rue Segreulaire
DOT Électronique
371, rue Armand-Paris
- Carleton
Radio Service M.B.C. Inc.
1051, boul. Perron
- Chandler
Keighan Electro
Place du Havre
500, rue Dagnault
- Donnacona
Clef de sol
161, rue Notre-Dame
Radio Shack
Place Donnacona
325, rue de l'Église
- Gaspé
Erso informatique Inc.
Place Jacques-Cartier
167, rue de la Reine, local 2
Vitrerie Dupuis
Auto Glaces Inc.
164, boul. de Gaspé
- Lévis
Galeries Chagnon
- Montmagny
Clef de sol
80, boul. Taché Ouest
Stéréo Plus P. L. Chabot Inc.
4, boul. Taché Ouest
- Saint-Anselme
Garage Y. Fournier Inc.
494, boul. Bégin
- Sainte-Foy
Place Sainte-Foy
Communications Cellweb
1995, rue Jean-Talon Sud,
local 102
- Saint-Jean-Christostome
Expert-Cell Telecom
778B, rue Commerciale
- Saint-Nicolas
Techno-Services
Télécommunications
489, rue de l'Arène
- Sainte-Marie-de-Beauce
Les Galeries La Chaudière
Nipert Électronique
1076, boul. Vachon Nord
Normand Nadeau TV
Dumoulin Électronique &
Informatique
500, boul. Vachon Nord
- Saint-Siméon
Dumoulin Électronique
St-Siméon
119, boul. Perron Est,
C.P. 190